



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MISSION PERMANENTE D'ALGERIE
AUPRES DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES
A GENEVE ET DES ORGANISATIONS
INTERNATIONALES EN SUISSE

البعثة الدائمة للجزائر
لدى مكتب الأمم المتحدة بجنيف
والمنظمات الدولية بسويسرا

N° : MPAG/ 726 /21

NOTE VERBALE

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des Organisations internationales en Suisse présente ses compliments au Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Service des procédures spéciales, et a l'honneur de lui faire parvenir, ci-joint, la réponse du Gouvernement algérien à la Communication n° AL DZA 5/2021, adressée le 21 juin 2021, par cinq (05) titulaires de mandats au titre des procédures spéciales du Conseil des Droits de l'Homme.

La Mission permanente saurait gré au Secrétariat de bien vouloir inclure cette réponse dans la documentation concernant cette question, y compris celle qui sera soumise au Conseil des Droits de l'Homme.

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des Organisations internationales en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Service des procédures spéciales, l'assurance de sa haute considération.

Genève, le 29 juillet 2021


**Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme,
Service des Procédures Spéciales,
Palais Wilson, 52 Rue des Pâquis
CH-1201 Genève, Suisse**

- Cc :** - Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association ;
- Groupe de travail sur la détention arbitraire ;
- Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ;
- Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme ; et
- Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

République algérienne démocratique et populaire

**Mission permanente de l'Algérie
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
et des autres organisations internationales en Suisse**

**Réponse du Gouvernement algérien à la communication
n° AL DZA 5/2021**

datée du 21 juin 2021

Algérie, le 29 juillet 2021

Réponse du Gouvernement algérien à la communication des deux rapporteurs spéciaux du Conseil des droits de l'homme portant sur des allégations de violations de droits de l'homme qui auraient été commises pendant les manifestations que l'Algérie a connues après le 22 février 2021

Tous les droits et libertés publics ont été reconnus par les constitutions algériennes successives, dont la dernière en date, celle du 1^{er} novembre 2020, qui a également établi l'inviolabilité de la personne humaine, l'interdiction des traitements cruels, inhumains ou dégradants et de la torture, ainsi que le droit à un procès équitable, la liberté d'expression, la liberté de réunion et la liberté de manifestation, conformément aux dispositions de ses articles 39, 41, 42, 43, 44, 45 et 52.

Les droits et libertés susmentionnés, consacrés par la Constitution, et qui font l'objet de la présente lettre sont les mêmes que ceux énoncés aux articles 9, 14, 19 et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ratifié par l'Algérie.

I. Respect des dispositions des articles 19 et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques

L'article 52 de la Constitution dispose que la liberté d'expression est garantie, de même que la liberté de réunion et la liberté de manifestation pacifique, dont l'exercice est soumis à déclaration, ainsi qu'aux conditions et modalités prévues par la loi.

Comme toute autre constitution du monde et conformément à tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par l'Algérie, la Constitution algérienne prévoit certaines conditions applicables à l'exercice d'un certain nombre de droits et libertés, notamment la liberté de réunion, de manifestation et d'expression. À cet égard, l'article 34 de la Constitution prévoit que les dispositions constitutionnelles ayant trait aux droits fondamentaux, aux libertés publiques et aux garanties s'imposent à l'ensemble des pouvoirs et institutions publiques. Aucune restriction aux droits et aux libertés ne peut intervenir que par une loi et pour des motifs liés au maintien de l'ordre public, de la sécurité, et de la protection des constantes nationales ainsi que ceux nécessaires à la sauvegarde d'autres droits et libertés protégés par la Constitution.

Les dispositions de cet article correspondent à celles de l'article 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, selon lequel l'exercice du droit de réunion pacifique peut faire l'objet de restrictions dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et les libertés d'autrui. Elles sont également conformes aux dispositions de l'article 19 du Pacte qui consacre la liberté d'expression et d'opinion et dispose que l'exercice de ces libertés peut être soumis à des restrictions nécessaires au respect des droits et de l'honneur d'autrui, par considération pour autrui, ainsi que pour sauvegarder la sécurité nationale, l'ordre public et la santé ou la moralité publiques.

Dans le cadre juridique des droits et libertés publics mentionnés ci-dessus, l'Algérie connaît depuis le 22 février 2019 des marches hebdomadaires appelées « manifestations du Hirak » revendiquant le changement du système de gouvernement algérien. Ces manifestations, qui se sont poursuivies même pendant la pandémie de Covid-19, n'ont de toute évidence pas fait l'objet de déclarations préalables par leurs organisateurs auprès des autorités compétentes, contrairement aux dispositions de l'article 52 de la Constitution.

L'obtention d'une autorisation de manifester auprès des autorités compétentes est nécessaire pour assurer la sécurité des manifestants d'une part et garantir le droit à la liberté de circulation des personnes qui ne participent pas à ces manifestations, droit consacré à l'article 49 de la Constitution et à l'article 12 du Pacte. Elle permet également de veiller à l'application des mesures de prévention et de précaution nécessaires pour préserver la santé

publique et, d'autre part, d'éviter d'exposer toute la population aux dangers que représente la pandémie de Covid-19.

Le fait que ces manifestations n'aient pas été déclarées et que les autorités publiques n'aient donc pas été informées au préalable de l'heure et du lieu auxquels elles devaient se tenir ont entraîné la fermeture des voies publiques et la violation de la sécurité et de la santé publiques, empêché les autorités compétentes de garantir la sécurité des manifestants ainsi que les droits et la liberté de circulation des autres membres de la population et nuit à la santé des citoyens en ces temps de pandémie de Covid-19.

La législation algérienne, comme d'autres législations du monde, a établi un ensemble de mécanismes de protection des droits et libertés fondamentaux consacrés par la Constitution, notamment la protection pénale.

De ce point de vue, la législation algérienne considère les manifestations non autorisées comme des réunions illégales en ce qu'elles sont contraires aux dispositions de la Constitution et portent atteinte au droit à la liberté de circulation des personnes qui ne participent pas aux manifestations ainsi qu'à la santé publique. Elles relèvent de ce fait des dispositions des articles 97, 98, 99 et 100 du Code pénal, qui les qualifie de rassemblements armés ou non armés, selon le cas.

En outre, bien qu'elles soient pacifiques, ces manifestations ont été marquées par des actes constituant des atteintes directes et graves aux droits et libertés d'autrui. De fait, certains manifestants ont porté atteinte au droit à la vie privée d'autrui (atteinte à l'honneur et manque de considération). D'autres ont diffusé des discours de haine en vue de diviser la population unie du pays et porter ainsi atteinte à l'unité nationale. Ces faits se sont déroulés pendant les manifestations ou à l'occasion de celles-ci sur les réseaux sociaux. Il s'agit d'actes interdits par la Constitution (art. 34 et 47) et le Pacte (art. 19 et 20), qui garantissent, tous deux, la liberté d'expression et de manifestation, à condition que son exercice ne porte pas atteinte aux droits et libertés d'autrui. Ces actes relèvent également des dispositions des articles 144, 144 *bis*, 296, 297, 298 et 299 du Code pénal, ainsi que des articles 30 et suivants de la loi sur la prévention et la répression de la discrimination et des discours de haine.

Compte tenu de ce qui précède, les autorités algériennes n'interdisent pas les marches organisées conformément à la loi, qui exige qu'elles soient simplement déclarées auprès des autorités compétentes. Les autorités n'ont pas non plus violé le droit à la liberté d'expression et d'opinion, l'exercice de ce droit étant respecté tant qu'il ne porte pas atteinte à la vie privée d'autrui et n'incite pas à la discrimination et à la haine entre les citoyens d'un même pays. Les articles 19 et 21 du Pacte ont donc été respectés.

II. Respect des dispositions de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques concernant les gardes à vue et la détention avant jugement

1. Garde à vue

Conformément à l'article 51 du Code de procédure pénale, nul ne peut être placé en garde à vue sans être soupçonné d'avoir commis un acte érigé en infraction par la loi. Par conséquent, toutes les personnes placées en garde à vue dans le cadre de ces manifestations ont été soupçonnées d'avoir commis l'une des infractions susmentionnées.

La garde à vue est soumise aux dispositions des articles 51 et suivants du Code de procédure pénale. De fait, l'officier de police judiciaire est tenu d'informer immédiatement le procureur de la République de toute mise en garde à vue et d'informer la personne arrêtée de son droit d'informer ses proches et de recevoir leur visite, ainsi que de son droit à un examen médical effectué par un médecin de son choix. Le procureur de la République peut désigner, d'office ou à la requête d'un membre de la famille ou de l'avocat de la personne gardée à vue, un médecin qui examinera cette dernière, à n'importe quel moment de la garde à vue.

En outre, la loi donne au procureur de la République le pouvoir de se rendre dans les lieux de garde à vue à tout moment pour s'assurer du respect des droits des gardés à vue susmentionnés. La loi fixe également des délais précis de garde à vue, après lesquels la personne arrêtée est présentée devant l'autorité judiciaire compétente, et toute violation de ces délais expose l'officier de police judiciaire qui en est responsable aux peines encourues en matière de détention arbitraire.

Il ressort clairement des éléments démontrés ci-dessus concernant les procédures de garde à vue, que celles-ci sont pleinement conformes aux dispositions des articles 44 et 45 de la Constitution et aux paragraphes 2 et 3 de l'article 9 du Pacte. Il convient donc de dire que les arrestations dont il est question dans la communication des rapporteurs spéciaux du Conseil des droits de l'homme n'étaient pas arbitraires, étant donné qu'elles se sont déroulées sous supervision judiciaire et ont été suivies de poursuites pénales. Il convient également de noter que les autorités judiciaires n'ont reçu aucune plainte pour violation de droits, ni de la part des gardés à vue eux-mêmes, ni de la part de leurs avocats.

2. Détention provisoire

Diverses législations, dont la législation algérienne, prévoient des mesures visant à garantir la comparution des prévenus devant le juge d'instruction, notamment la détention provisoire, mesure exceptionnelle qui peut être prise exclusivement dans certains cas spécifiques.

En vertu des dispositions des articles 123 et 123 *bis*, le juge d'instruction exerce un pouvoir discrétionnaire s'agissant de prendre l'une des mesures prévues par ces articles, en tenant compte des garanties de représentation devant la justice que présente le prévenu, de la gravité des faits qui lui sont reprochés, de l'incidence que sa libération pourrait avoir sur la préservation des indices et des preuves, ainsi que de la nécessité d'empêcher toute pression sur les témoins ou les victimes et tout obstacle risquant d'entraver la manifestation de la vérité et de mettre fin à l'infraction ou prévenir son renouvellement. Sur cette base, certaines personnes poursuivies au pénal en lien avec les manifestations du Hirak ont été libérées, d'autres ont été soumises à un contrôle judiciaire et d'autres encore ont été placées en détention provisoire.

Chacune d'elles a le droit de faire appel de l'ordonnance de placement en détention prononcée par le juge d'instruction devant la chambre d'accusation, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 123 *bis* du Code de procédure pénale. Les inculpés peuvent également formuler une demande de mise en liberté devant le juge d'instruction, lequel examine la demande dans un délai maximal de huit jours, en application de l'article 127 du même Code.

Le juge d'instruction peut aussi décider d'office de libérer l'inculpé, s'il estime qu'il n'y a plus de raison de le maintenir en détention provisoire, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 123 du Code de procédure pénale.

La mise en liberté du prévenu peut aussi être demandée par le procureur de la République à tout moment. Le juge d'instruction est tenu de statuer dans les quarante-huit heures à compter de ces réquisitions. À l'expiration de ce délai, et en l'absence d'une décision du juge d'instruction, l'inculpé est immédiatement mis en liberté.

Il convient de préciser que la plupart des prévenus ont exercé leur droit de contester les décisions des juges d'instruction ordonnant leur détention provisoire, ainsi que celui de demander leur mise en liberté provisoire, et qu'aucune preuve n'a été apportée de la violation de l'un de ces droits et qu'aucune plainte n'a été déposée à cet égard.

La détention provisoire est une mesure exceptionnelle réglementée par la loi de manière à garantir le droit du prévenu à un procès dans un délai raisonnable. L'article 124 du Code de procédure pénale a ainsi prévu qu'en matière de délit, le prévenu domicilié en Algérie ne peut pas être placé en détention provisoire si la peine maximale prévue par la loi est une peine d'emprisonnement égale ou inférieure à trois ans, sauf pour les crimes entraînant la mort d'une personne ou constituant une atteinte flagrante à l'ordre public, auquel cas la durée de la détention provisoire est limitée à un mois non renouvelable.

L'article 125 dispose également qu'en dehors des cas prévus à l'article 124, la détention provisoire ne peut pas excéder quatre mois en matière délictuelle.

S'il s'avère nécessaire de maintenir l'inculpé en détention, le juge d'instruction peut, après avis motivé du procureur de la République, prolonger par ordonnance motivée la détention provisoire deux fois pour une durée de quatre mois pour chaque prolongation.

Il serait utile de noter que toute violation de ces délais expose le juge d'instruction et le directeur de l'établissement pénitentiaire aux peines encourues en matière de détention arbitraire.

Il ressort de ce qui précède que le droit algérien est conforme aux dispositions de l'article 44 de la Constitution, selon lequel la détention provisoire est une mesure exceptionnelle dont les motifs, la durée et les conditions de prolongation sont définis par la loi, ainsi qu'aux dispositions de l'article 9 (par. 3) du Pacte. Par conséquent, la mise en détention de certains manifestants s'est déroulée conformément aux lois en vigueur et dans le cadre de poursuites pénales et ne constitue pas une détention arbitraire. Il convient de noter que les autorités judiciaires n'ont reçu à ce jour aucune plainte des prévenus eux-mêmes ou de leurs avocats à ce sujet.

III. Respect des dispositions de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques concernant les garanties d'un procès équitable

L'article 41 de la Constitution dispose que toute personne est présumée innocente jusqu'à l'établissement de sa culpabilité par une juridiction dans le cadre d'un procès équitable. Le Code de procédure pénale prévoit les dispositions ci-après garantissant l'exercice effectif du droit énoncé dans cet article de la Constitution ainsi qu'à l'article 14 du Pacte relatif aux garanties d'un procès équitable.

1. Délais raisonnables

Le législateur algérien veille à ce que les procès aient lieu dans des délais raisonnables, qu'il a définis de ce fait dans des articles distincts du Code de procédure pénale, selon le degré de juridiction saisi (tribunal ou cour).

L'article 165 du Code de procédure pénale dispose que dans les cas de renvoi devant le tribunal, le juge d'instruction transmet le dossier avec son ordonnance au procureur de la République. Celui-ci est tenu de l'envoyer sans retard au greffe de la juridiction de jugement. Le procureur de la République fait citer le prévenu pour l'une des prochaines audiences, devant la juridiction saisie, en observant les délais de citation.

Dans les cas où le prévenu est en détention provisoire, l'audience doit avoir lieu dans un délai d'un mois au maximum.

Selon l'article 423 du même Code, le procureur de la République est tenu de transmettre le dossier d'appel à la cour d'appel dans un délai ne dépassant pas un mois, et si le prévenu est en état d'arrestation, il est également, dans les plus brefs délais et par ordre du procureur de la République, transféré dans l'établissement de rééducation du lieu où siège la cour.

L'article 429 du même Code dispose que le procureur général doit porter le dossier du prévenu devant la juridiction d'appel dans les deux mois qui suivent l'appel, faute de quoi le prévenu est mis en liberté.

Aucune violation de ces délais, ni déposition de plainte à ce sujet par les prévenus ou leurs avocats n'a été établie.

2. Impartialité du juge

Le droit algérien garantit au prévenu le droit de comparaître devant un juge impartial et de demander le dessaisissement d'un juge du dossier au profit d'un autre juge, s'il présente

des éléments indiquant que le juge a pu violer son devoir d'impartialité, indispensable à la bonne administration de la justice.

Dans cette optique, les articles 71 et suivants du Code de procédure pénale habilite le procureur de la République, l'inculpé ou la partie civile, à demander le dessaisissement du juge d'instruction d'un dossier au profit d'un autre juge d'instruction dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice.

Les articles 554 et suivants du même Code énoncent également les motifs de récusation des magistrats et les procédures appliquées à cet égard.

Les autorités judiciaires n'ont enregistré aucune demande de dessaisissement d'un dossier au profit d'un autre juge d'instruction que le juge désigné initialement, ni aucune demande de récusation de magistrat, ce qui signifie que les personnes poursuivies dans le cadre ou à l'occasion des manifestations du Hirk et leurs avocats ne mettent pas en doute l'intégrité et l'impartialité des juges saisis de leurs affaires.

3. Droit à la défense

Le Code de procédure pénale garantit à tout inculpé le droit de choisir un conseil, que ce soit au stade de l'enquête ou du procès.

Au stade de l'instruction, la loi exige du juge d'instruction qu'il informe le prévenu des faits qui lui sont reprochés, du fait qu'il est libre de ne faire aucune déclaration et de son droit de choisir un avocat conformément à l'article 100 du Code de procédure pénale.

Les dispositions de l'article 100 susmentionné concernant l'interrogation de l'inculpé font partie des mesures fondamentales qui garantissent à celui-ci le droit de se défendre. Toute violation de ces dispositions entraîne la nullité de l'acte lui-même et de la procédure ultérieure, conformément à l'article 157 du Code de procédure pénale.

Au stade du procès, l'article 351 du même Code donne au prévenu le droit de se faire assister par un défenseur de son choix. L'assistance d'un défenseur est obligatoire quand le prévenu est atteint d'une infirmité de nature à compromettre sa défense.

Il n'existe aucun élément prouvant que l'une des personnes faisant l'objet de poursuites dans le cadre des manifestations du Hirk ait été privée de son droit d'être défendue par l'avocat de son choix ou qu'une demande d'avocat commis d'office au titre de l'aide juridictionnelle garantie par les dispositions de l'article 42 de la Constitution ait été rejetée.

4. Audiences publiques

L'article 285 du Code de procédure pénale dispose que les débats sont publics, à moins que la publicité ne soit dangereuse pour l'ordre public ou les mœurs.

Tous les procès des personnes poursuivies au pénal dans des affaires liées à des infractions commises pendant ou à l'occasion des manifestations du Hirk étaient ouverts au public et se sont déroulés en présence de citoyens, de professionnels des médias, de membres des familles et de proches des inculpés, et il n'existe aucun élément prouvant que quiconque ait été empêché d'y assister ou que des procès aient eu lieu en huis clos.

5. Établissement des preuves, présomption d'innocence et voies de recours

L'article 41 de la Constitution dispose que toute personne est présumée innocente jusqu'à l'établissement de sa culpabilité par une juridiction dans le cadre d'un procès équitable.

Le législateur algérien garantit la présomption d'innocence en confiant au ministère public l'établissement des preuves de culpabilité et en limitant, énumérant et précisant les moyens de preuve en matière pénale aux articles 212 et suivants du Code de procédure pénale.

Il a également exigé que chaque jugement comporte les motifs d'inculpation ou d'acquiescement conformément à l'article 379 du Code de procédure pénale, selon lequel tout jugement doit mentionner la qualité des parties, leur présence ou leur absence au jour du

prononcé du jugement et doit contenir des motifs et un dispositif, les motifs constituant la base de la décision.

En vertu des articles 416 et suivants du Code de procédure pénale, le législateur algérien a en outre reconnu le principe du double degré de juridiction, selon lequel chaque prévenu a le droit de faire appel de toute condamnation prononcée à son encontre par un tribunal. La juridiction d'appel examine le recours et peut décider de l'annuler, de le modifier ou de le confirmer, conformément à l'article 433 du même Code.

De plus, les décisions des cours peuvent faire l'objet d'un pourvoi en cassation devant la Cour suprême, qui garantit la bonne application de la loi, l'article 495 du Code de procédure pénale disposant qu'un pourvoi en cassation peut être formé devant la Cour suprême contre :

- Les jugements et arrêts des tribunaux et des cours rendus en dernier ressort en matière de crimes ou de délits ou ayant statué, par décision séparée, sur la compétence, ou mettant fin à une action publique ;
- Les arrêts des cours statuant sur un appel défavorable à l'appelant, même en l'absence de pourvoi formé par ce dernier ;
- Les décisions des tribunaux et des cours rendues en dernier ressort en matière de contraventions et infligeant une peine d'emprisonnement, y compris les condamnations avec sursis.

L'article 497 du même Code dispose qu'un pourvoi en cassation peut être formé par le condamné, son avocat ou son fondé de pouvoir spécial.

Il n'existe aucun élément prouvant que l'un des accusés dans les affaires liées aux infractions commises pendant les manifestations du Hirak ou à l'occasion de celles-ci ait été privé de son droit de défendre sa cause, de faire entendre ses témoins, de faire appel de sa condamnation ou de se pourvoir en cassation contre une décision qui lui est défavorable.

Il ressort de tout ce qui précède que l'Algérie n'a violé aucun des droits énoncés dans les articles 9, 14, 19 et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qu'elle a ratifié.

Enfin, si des plaintes ont été déposées par une ou plusieurs personnes pour abus ou violation de la loi, nous sommes disposés à en examiner le contenu, à fournir des clarifications et à prendre les mesures nécessaires, le cas échéant.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MISSION PERMANENTE D'ALGERIE
AUPRES DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES
A GENEVE ET DES ORGANISATIONS
INTERNATIONALES EN SUISSE

البعثة الدائمة للجزائر
لدى مكتب الأمم المتحدة بجنيف
والمنظمات الدولية بسويسرا

رد الحكومة الجزائرية على البلاغ رقم DZA AL 5/2021

المؤرخ في 21 جوان 2021

الجزائر في : 29 جويلية 2021

رد الحكومة الجزائرية على إرسال المقررين التابعين لمجلس حقوق الإنسان حول مزاعم بانتهاكات لبعض حقوق الإنسان أثناء المسيرات الشعبية التي شهدتها الجزائر بعد 22 فيفري 2021

لقد أقرت الدساتير الجزائرية المتعاقبة كل الحقوق والحريات العامة، وآخرها دستور 01 نوفمبر 2020 الذي كرس هذه الحقوق والحريات ومنها عدم انتهاك حرمة الإنسان و حظر المعاملات القاسية و اللاإنسانية أو المهينة أو التعذيب و الحق في المحاكمة العادلة وحرية التعبير وحرية الاجتماع وحرية التظاهر و ذلك طبقا لأحكام مواد 39 و 41 و 42 و 43 و 44 و 45 و 52 .

إن الحقوق والحريات المذكورة آنفا و المكرسة دستوريا وذات الصلة بالإرسال الحالي هي ذاتها تلك المنصوص عليها بأحكام المواد 9 و 14 و 19 و 21 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية الذي صادقت عليه الجزائر .

II-حول مدى احترام أحكام المادتين 19 و 21 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية:

نصت المادة 52 من الدستور على أن حرية التعبير مضمونة، وكذلك الأمر لحرية الاجتماع وحرية التظاهر السلمي اللتان تمارسان بمجرد التصريح بهما على أن يحدد القانون شروط و كفاءات ممارستهما.

كباقي دساتير دول العالم وتماشيا مع مجمل المواثيق الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان التي صادقت عليها الجزائر، أجاز الدستور الجزائري فرض بعض الشروط لممارسة بعض الحقوق والحريات ومنها حرية التجمع والتظاهر وحرية التعبير. وضمن هذا الإطار نصت المادة 34 من الدستور على أن الأحكام الدستورية ذات الصلة بالحقوق والحريات العامة ملزمة لجميع السلطات والهيئات العمومية، وعلى أنه لا يمكن تقييد هذه الحقوق والحريات إلا بموجب القانون ولأسباب مرتبطة بحفظ النظام العام والأمن، وحماية الثوابت الوطنية وكذلك تلك الضرورية لحماية حقوق وحرريات أخرى يكرسها الدستور.

إن أحكام هذه المادة تتطابق مع أحكام المادة 21 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية التي تنص على أنه يجوز فرض القيود على حرية التظاهر السلمي في حالات المساس بأمن الدولة أو الأمن العام أو النظام العام أو الصحة العامة أو الآداب العامة أو حقوق وحرريات الآخرين، و مع أحكام المادة 19 من نفس العهد الذي أقر حرية التعبير والرأي ووضع له قيودا تتعلق بضرورة عدم المساس بحقوق وشرف واعتبار الغير والحفاظ على الأمن الوطني والنظام العام والصحة العامة والآداب العامة.

ضمن الإطار القانوني للحقوق والحريات العامة المشار إليه أعلاه، عرفت الجزائر ابتداء من 22 فيفري 2019 مسيرات أسبوعية اصطلح على تسميتها بـ "مظاهرات الحراك الشعبي" التي كانت تطالب بتغيير نظام الحكم في الجزائر. وتواصلت هذه المظاهرات حتى بعد تفشي وباء كوفيد 19 و الثابت أن منظمي هذه المظاهرات والداعين إليها لم يصرحوا بها إلى السلطات المختصة. كما هو منصوص عليه في المادة 52 من الدستور.

إن الهدف من التصريح بالمسيرات على مستوى الجهات المختصة هو ضمان أمن المتظاهرين من جهة و ضمان حق غير المتظاهرين في حرية التنقل التي تضمنها لهم أحكام المادة 49 من الدستور والمادة 12 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية وكذا ضمان تطبيق التدابير الوقائية والاحترازية للحفاظ على الصحة العامة وعدم تعريض حياة الجميع لخطر وباء كوفيد 19 من جهة أخرى.

إن عدم التصريح بهذه المسيرات وبالنتيجة عدم علم السلطات العمومية مسبقا بتوقيتها ولا بأماكن حدوثها أدى إلى غلق الطرقات العامة و المساس بالأمن والصحة العامة وبحول دون قيام هذه السلطات ب ضمان أمن المتظاهرين و ضمان حقوق وحرية غيرهم في التنقل وأضر بالصحة العامة للمواطنين في ظل انتشار وباء كوفيد 19.

إن التشريع الجزائري، كغيره من تشريعات دول العالم، أقر مجموعة من الآليات لحماية الحقوق والحريات الأساسية المنصوص عليها في الدستور، ومن ضمنها الحماية الجزائية.

من هذا المنظور، فإن التشريع الجزائري يعتبر المظاهرات غير المصرح بها بمثابة تجمعات غير مشروعة لأنها تخالف أحكام الدستور وتمس بحقوق غير المتظاهرين في حرية التنقل و بالصحة العامة، وتقع تحت طائلة أحكام المواد 97 و 98 و 99 و 100 من قانون العقوبات الذي يعطي لها وصف التجمهر المسلح أو غير المسلح حسب الحالة.

بالإضافة إلى ذلك فإن هذه المظاهرات وإن تميزت بطابعها السلمي إلا أن بعض الأفعال مست بشكل كبير حقوق وحرية الآخرين ومنها قيام بعض المتظاهرين بالمساس بالحياة الخاصة للأشخاص من خلال المساس بشرفهم واعتبارهم وقيام البعض الآخر بنشر خطاب الكراهية بغرض نشر الفرقة بين أبناء الوطن الواحد وبالنتيجة المساس بالوحدة الوطنية وحدث كل ذلك إما أثناء المظاهرات أو بمناسبةها على مواقع التواصل الاجتماعي، وهي كلها أفعال يحظرها الدستور بموجب أحكام المادتين 34 و 47 كما تحظرها المادتان 19 و 20 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية والتي تقر كلها بحرية التعبير والتظاهر شريطة عدم مساسها بحقوق وحرية الآخرين. كما تقع هذه الأفعال تحت طائلة أحكام المواد 144 و 144 مكرر 1 و 296 و 297 و 298 و 299 من قانون العقوبات وكذا المواد 30 وما بعدها من قانون الوقاية من التمييز وخطاب الكراهية ومكافحتها.

و تبعا لما سبق يتبين أن السلطات الجزائرية لا تمنع المسيرات التي تنظم في إطار القانون الذي يشترط مجرد التصريح بها أمام الجهات المختصة، ولم تنتهك الحق في حرية التعبير وإبداء الرأي ما دام لا يمس بحرمة الحياة الخاصة للآخرين ولا يدعو إلى التمييز والكراهية بين أبناء الوطن الواحد، وهي بذلك تكون قد التزمت بأحكام المادتين 19 و 21 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية.

II-حول مدى احترام أحكام المادة 9 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية المتعلقة بالتوقيفات للنظر والحبس المؤقت:

1- التوقيفات للنظر:

تطبيقا لأحكام المادة 51 من قانون الإجراءات الجزائية فإنه لا يجوز توقيف أي شخص للنظر ما لم يتم الإشتباه بارتكابه أحد الأفعال المجرمة قانونا. وبناء على ذلك فإن كل الأشخاص الذين تم توقيفهم للنظر في إطار هذه المظاهرات تم الإشتباه في ارتكابهم لأحد الجرائم المشار إليها أعلاه.

إن التوقيف للنظر يخضع لأحكام المواد 51 وما بعدها من قانون الإجراءات الجزائية، إذ أن ضابط الشرطة القضائية ملزم بإخطار وكيل الجمهورية فورا بتوقيف أي شخص للنظر كما هو ملزم بإخطار الشخص الموقوف بحقه في الإتصال بعائلته ومن زيارتها له وبحقه في إجراء فحص طبي يقوم به طبيب من إختيار الشخص الموقوف، كما يجوز لوكيل الجمهورية من تلقاء نفسه أو بناء على طلب أحد أفراد عائلة الشخص الموقوف للنظر أو محاميه أن يندب طبيبا لفحصه في أية لحظة أثناء فترة توقيفه للنظر.

بالإضافة إلى ذلك فإن القانون يمنح لوكيل الجمهورية سلطة زيارة أماكن التوقيف للنظر في إي وقت ومراقبة مدى احترام حقوق الموقوف للنظر المشار إليها أعلاه. كما أن القانون وضع آجالا محددة للتوقيف للنظر يقدم بعدها الشخص الموقوف أمام الجهة القضائية المختصة وأي انتهاك لتلك الآجال يعرض ضابط الشرطة القضائية للعقوبات التي يتعرض لها من حبس شخصا تعسفا.

تبعا لما تم تبيانه بخصوص إجراءات التوقيف للنظر، يتبين جليا أنها تتطابق تماما مع أحكام المادتين 44 و 45 من الدستور والفقرتين 2 و 3 من المادة 9 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية. مما يتعين القول أن التوقيفات التي تمت الإشارة إليها في إرسال المقررين التابعين لهيئة الإجراءات الخاصة التابعة لمجلس حقوق الإنسان قد تمت تحت رقابة القضاء وبمناسبة متابعات قضائية جزائية ولم تكن توقيفات تعسفية. و تجدر الإشارة إلى أن الجهات القضائية لم تتلق أية شكاوى بخصوص انتهاك هذه الحقوق لا من الموقوفين للنظر أنفسهم ولا من محاميهم.

2- بخصوص الحبس المؤقت:

أوجدت مختلف التشريعات، ومنها التشريع الجزائري، إجراءات لضمان حضور المتهمين أمام قاضي التحقيق ومنها الحبس المؤقت كإجراء استثنائي يمكن اللجوء إليه في حالات محددة على سبيل الحصر .

تبعاً لما ورد في نص المادتين 123 و 123 مكرر، يتبين أن لقاضي التحقيق السلطة التقديرية في اتخاذ أي من الإجراءات الواردة ضمنهما إذا بعين الاعتبار الضمانات التي يقدمها المتهم فيما يخص مثوله أمام القضاء، ومدى خطورة الوقائع المنسوبة إليه، ومدى تأثير الإفراج عنه على الحفاظ على الحجج والأدلة ومنع الضغوط على الشهود أو الضحايا وعرقلة الكشف عن الحقيقة أو وضع حد للجريمة، أو الوقاية من حدوثها من جديد. و تأسيساً على هذه الاعتبارات تم الإبقاء على بعض المتهمين المتابعين جزائياً بمناسبة مظاهرات الحراك الشعبي في الإفراج، و إخضاع بعضهم الآخر للالتزامات الرقابة القضائية كما تم إيداع بعض المتهمين منهم الحبس المؤقت.

لكل متهم من هؤلاء الحق في الطعن في الأمر الصادر عن قاضي التحقيق بحبسه أمام غرفة الاتهام طبقاً لأحكام المادة 123 مكرر فقرة 5 من قانون الإجراءات الجزائية كما يحق للمتهم طلب الإفراج من قاضي التحقيق وعلى هذا الأخير النظر فيه في أجل لا يتعدى 8 أيام طبقاً لأحكام المادة 127 من نفس القانون.

يمكن لقاضي التحقيق أيضاً و من تلقاء نفسه أن يفرج عن المتهم إذا تبين أن الحبس المؤقت لم يعد مبرراً طبقاً لأحكام المادة 123 فقرة 4 من قانون الإجراءات الجزائية.

كما يجوز لوكيل الجمهورية طلب الإفراج في كل وقت وعلى قاضي التحقيق أن يبت في ذلك خلال ثمان وأربعين (48) ساعة من تاريخ طلب الإفراج وعند انتهاء هذه المهلة، وفي حالة ما إذا لم يبت قاضي التحقيق، يفرج عن المتهم في الحين.

للإشارة فإن معظم المتهمين مارسوا حقهم في الطعن في أوامر قضاة التحقيق الرامية إلى حبسهم مؤقتاً ، كما مارسوا حقهم في طلب الإفراج المؤقت، ولم يثبت المساس بأي من هذه الحقوق، ولم تقدم أي شكوى بهذا الخصوص.

كما أن الحبس المؤقت كإجراء استثنائي نظمته القانون بالشكل الذي يضمن للمتهم حقه في المحاكمة ضمن أجل معقولة، ولذلك نصت المادة 124 من قانون الإجراءات الجزائية على أنه لا يجوز في مواد الجنح، أن يحبس المتهم المقيم بالجزائر حبساً مؤقتاً إذا كان الحد الأقصى للعقوبة المقررة في القانون هو الحبس لمدة تساوي أو تقل عن ثلاث سنوات باستثناء الجرائم التي نتجت عنها وفاة إنسان أو التي أدت إلى إخلال ظاهر بالنظام العام، وفي هذه الحالة لا تتعدى شهراً واحداً غير قابل للتجديد.

كما نصت المادة 125 على أنه في غير الأحوال المنصوص عليها في المادة 124، لا يجوز أن تتجاوز مدة الحبس المؤقت أربعة أشهر في مواد الجنح.

عندما يتبين أنه من الضروري إبقاء المتهم محبوساً، يجوز لقاضي التحقيق بعد استطلاع رأي وكيل الجمهورية المسبب، أن يصدر أمراً مسبباً بتمديد الحبس المؤقت للمتهم مرتين لمدة أربعة أشهر في كل مرة. ومن المفيد الإشارة إلى أن أي انتهاك لتلك الأجل يعرض قاضي التحقيق و مدير المؤسسة العقابية للعقوبات التي يتعرض لها من حبس شخصاً تعسفياً.

تبعاً لما سبق يتبين أن القانون الجزائري يتطابق مع أحكام المادة 44 من الدستور التي تنص على أن الحبس المؤقت إجراء استثنائي ويحدد القانون أسبابه ومدته وشروط تمديده، كما يتطابق مع أحكام الفقرة 3 من المادة 9 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية. و عليه فإن حبس بعض المتظاهرين قد تم طبقاً للقوانين السارية المفعول وبمناسبة متابعات قضائية جزائية ولم يكن حبساً تعسفياً. تجدر الإشارة إلى أن الجهات القضائية لم تتلق لحد الآن أي شكوى لا من المتهمين أنفسهم ولا من محاميه حول هذا الموضوع.

III-حول مدى احترام أحكام المادة 14 من العهد الدولي لحقوق المدنية والسياسية المتعلقة بالمحاكمة العادلة:

نصت المادة 41 من الدستور على أن كل شخص يعتبر بريئا حتى تثبت جهة قضائية إدانته، في إطار محاكمة عادلة. وقد نص قانون الإجراءات الجزائية على الأحكام التي تضمن الممارسة الفعلية للحق الوارد في هذه المادة الدستورية والوارد أيضا ضمن أحكام المادة 14 من العهد الدولي لحقوق المدنية والسياسية المتعلقة بالمحاكمة العادلة على النحو المبين فيما يلي:

1 - **الآجال المعقولة:** حرص المشرع الجزائري على أن تجري المحاكمات في آجال معقولة، لذلك نظم هذه الآجال بموجب قانون الإجراءات الجزائية وأفرد لها موادا سواء على مستوى المحكمة أو المجلس.

تنص المادة 165 من قانون الإجراءات الجزائية على أنه إذا أحيلت الدعوى إلى المحكمة يرسل قاضي التحقيق الملف مع أمر الإحالة الصادر عنه إلى وكيل الجمهورية وعلى هذا الأخير أن يرسله بغير تمهل إلى أمانة ضبط الجهة القضائية، ويقوم وكيل الجمهورية بتكليف المتهم بالحضور في أقرب جلسة قادمة أمام الجهة القضائية المختصة مع مراعاة مواعيد الحضور. وإذا كان المتهم في حبس مؤقت، يجب أن تتعقد الجلسة في أجل لا يتجاوز شهرا.

وألزمت المادة 423 من نفس القانون وكيل الجمهورية بإرسال ملف الاستئناف إلى المجلس القضائي في أجل شهر على الأكثر، وإذا كان المتهم مقبوضا عليه أحيل كذلك في أقصر مهلة و بأمر من وكيل الجمهورية الى مؤسسة إعادة التربية بمقر المجلس القضائي .

كما ألزمت المادة 429 من نفس القانون النائب العام بجدولة قضية المتهم المحبوس أمام جهة الاستئناف وجوبا خلال شهرين من تاريخ الاستئناف و إلا أخلى سبيله.

لم يثبت أي انتهاك لهذه الآجال، ولم يثبت تقديم أي شكوى بهذا الخصوص سواء من المتهمين أو محاميهم.

2 - **حياد القاضي:**

إن القانون الجزائري يضمن للمتهم الحق في أن يمثل أمام قاض محايد، وله أن يطلب تنحية ملف القضية من قاض لإحالاته على قاض آخر إذا ما قدم ما يفيد إمكانية إخلال القاضي بواجب الحياد الذي يستوجبه حسن سير العدالة.

من هذا المنظور أجازت المادة 71 وما بعدها من قانون الإجراءات الجزائية لوكيل الجمهورية أو المتهم أو الطرف المدني، لحسن سير العدالة، طلب تنحية الملف من قاضي التحقيق لفائدة قاضي آخر من قضاة التحقيق.

كما نصت المادة 554 وما بعدها من نفس القانون على أسباب رد قضاة الحكم والإجراءات المتبعة بشأنها. لم تسجل الجهات القضائية أية طلبات تخص تنحية ملفات من قضاة التحقيق معينين لإحالاتها على قضاة تحقيق آخرين ولا طلبات تخص رد القضاة مما يفيد أن المتهمين الذين تمت متابعتهم في إطار مسيرات الحراك الشعبي أو بمناسبتها و محاميهم لا يبدون أي شك في نزاهة و حياد القضاة الذين يمثلون أمامهم.

3- **الحق في الدفاع:**

أقر قانون الإجراءات الجزائية لكل متهم الحق في اختيار مدافع عنه سواء على مستوى جهات التحقيق أو الحكم. فعلى مستوى جهة التحقيق ألزم القانون قاضي التحقيق بإخطار المتهم بالوقائع المنسوبة إليه وبأنه حر في عدم الإدلاء بأي إقرار وبحقه في إختيار محام وذلك تطبيقا لأحكام المادة 100 من قانون الإجراءات الجزائية.

إن احترام أحكام المادة 100 المنوه عنها أعلاه المتعلقة باستجواب المتهم تعد من الإجراءات الجوهرية التي تمكن المتهم من حقه في الدفاع عن نفسه، وإن مخالفة هذه الأحكام ينتج عنها بطلان الإجراء نفسه والإجراءات اللاحقة له وذلك تطبيقاً لأحكام المادة 157 من قانون الإجراءات الجزائية.

وعلى مستوى جهات الحكم فإن المادة 351 من نفس القانون تعطي الحق للمتهم في الإستعانة بمدافع من اختياره. كما يكون نذب المدافع لتمثيل المتهم وجوباً إذا كان المتهم مصاباً بعاهة طبيعية تعوق دفاعه.

لم يثبت حرمان أي من المتهمين المتابعين جزائياً في إطار مسيرات الحراك الشعبي من حقهم في الإستعانة بمحاميين من اختيارهم أو رفض طلباتهم الرامية إلى تعيين محامين لهم في إطار المساعدة القضائية التي تضمنها لهم أحكام المادة 42 من الدستور.

4- علانية الجلسات:

نصت المادة 285 من قانون الإجراءات الجزائية على أن جلسات المحكمة علنية، مالم يكن في علنيته مساس بالنظام العام أو الآداب العامة.

لقد جرت كل المحاكمات المتعلقة بالمتهمين المتابعين جزائياً في قضايا مرتبطة بالجرائم المرتكبة أثناء مسيرات الحراك الشعبي أو بمناسبةها في جلسات علنية حضرها المواطنون والإعلاميون وأهالي وأقارب المتهمين ولم يثبت منع أي كان من حضورها كما لم يثبت إجراء أي منها في جلسة مغلقة.

5- في إقامة الدليل وقرينة البراءة و طرق الطعن:

نصت المادة 41 من الدستور على أنه كل شخص يعتبر بريئاً حتى تثبت جهة قضائية إدانته.

وقد أقر المشرع الجزائري قرينة البراءة من خلال إسناد مهمة إقامة دليل الإدانة للنيابة العامة، وحصر وعدد وحدد طرق الإثبات في المادة الجزائية بموجب المادة 212 وما بعدها من قانون الإجراءات الجزائية.

كما اشترط المشرع على أن يشتمل كل حكم على أسباب الإدانة أو البراءة طبقاً للمادة 379 من قانون الإجراءات الجزائية التي تنص على أنه كل حكم يجب أن ينص على هوية الأطراف وحضورهم أو غيابهم في يوم النطق بالحكم ويجب أن يشتمل على أسباب ومنطوق وتكون الأسباب أساس الحكم.

كما أقر المشرع الجزائري بموجب المادة 416 وما بعدها من قانون الإجراءات الجزائية مبدأ التقاضي على درجتين، إذ يحق لكل متهم الطعن بالإستئناف في أي حكم قضى بإدانته على مستوى المحكمة، ولجهة الإستئناف أن تنتظر في طعنه ولها أن تلغي الحكم محل الإستئناف أو تعديله أو تأييده طبقاً لنص المادة 433 من نفس القانون.

بالإضافة إلى كل ذلك، فإن قرارات المجالس القضائية، قابلة للطعن فيها عن طريق إجراءات الطعن بالنقض أمام المحكمة العليا التي تسهر على التطبيق السليم للقانون، إذ تنص المادة 495 من قانون الإجراءات الجزائية على أنه "يجوز الطعن بالنقض أمام المحكمة العليا:

- في أحكام المحاكم وقرارات المجالس القضائية الفاصلة في الموضوع في آخر درجة في مواد الجنايات والجرح أو المقضي فيها بقرار مستقل في الإختصاص أو التي تنهي السير في الدعوى العمومية.
- في قرارات المجالس القضائية الفاصلة في الإستئناف الذي تضرر منه الطاعن رغم عدم إستئنافه،
- في أحكام المحاكم وقرارات المجالس القضائية الفاصلة في الموضوع في آخر درجة في مواد المخالفات القاضية بعقوبة الحبس بما فيها المشمولة بوقف التنفيذ".

ونصت المادة 497 من نفس القانون على أنه يجوز الطعن بالنقض من المحكوم عليه أو من محاميه أو الوكيل المفوض عنه بالتوقيع بتوكيل خاص.

لم يثبت حرمان أي متهم في القضايا ذات الصلة بالجرائم المرتكبة أثناء مسيرات الحراك الشعبي أو بمناسبة من حقه في إبداء دفاعه أو رفض سماع شهوده أو حرمانه من ممارسته لحقه في الطعن بالاستئناف ضد الحكم القاضي بإدانته أو بالطعن بالنقض في القرار الذي صدر في غير صالحه.

تبعاً لكل ما سبق يتبين أن الجزائر لم تنتهك أي من الحقوق الواردة في المواد 9 و 14 و 19 و 21 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية الذي صادقت عليه.

وفي الأخير فإنه وفي حالة وجود أي شخص أو أشخاص تقدموا بشكاوى يدعون من خلالها حصول أي تجاوزات أو خرق للقانون فإننا على استعداد لدراسة محتوى شكاويهم وتقديم كل التوضيحات بشأنها واتخاذ الإجراءات اللازمة عند الاقتضاء.